

## La conquête de l'Ouest

*Jean-Jacques Urvoas, Maître de conférences à l'Université de Bretagne Occidentale*

Dans le Finistère, les urnes de juin 1968 sont crépusculaires pour les forces socialistes. Non seulement, la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste n'arrive à présenter que trois candidats sur les huit circonscriptions (Brest 1, Douarnenez et Quimperlé), mais de surcroît ces derniers peinent à n'obtenir en moyenne départementale que 6 % des suffrages exprimés. Si bien qu'entre les deux tours, l'accord de désistement signé au plan national entre les formations de gauche fonctionne parfaitement mais au profit de cinq candidats communistes et d'un PSU (Roger Prat à Morlaix). Et au final, le 23 juin, le département se donne huit députés gaullistes.

Un an plus tard, la préparation de l'élection présidentielle voit la résurgence de toutes les suspicions entre les différentes formations qui avaient pourtant entamé d'obstinées négociations pour réunifier la famille socialiste. D'un côté, la Convention des Institutions Républicaines presse les organisations de gauche de choisir une candidature unique et de l'autre, la SFIO tente de faire barrage à François Mitterrand. C'est dans ce but que son secrétaire général, Guy Mollet, décide d'avancer au 4 mai à Alfortville le congrès constitutif du Parti Socialiste initialement prévu les 9, 10 et 11 mai. Il propose d'y désigner le candidat de la gauche et de reporter au lendemain de la consultation un second congrès chargé de se prononcer sur les structures et la stratégie du parti.

Dans le Finistère, la poignée de militants engagée dans ce patient travail de regroupement est immédiatement hostile à la décision unilatérale de Guy Mollet. Elle y voit une tentative de rebâtir une « troisième force » et surtout la mort du processus de rassemblement péniblement entamé depuis dix huit mois entre les maigres troupes socialistes. Dans le département, on compte alors 35 conventionnels, 25 membres de la SFIO<sup>1</sup> et 2 adhérents à des clubs.

Afin de s'élever contre la manœuvre du secrétaire général socialiste, le 30 mars se tient sous la présidence d'Hervé Mao, maire SFIO de Châteaulin, une réunion à laquelle participent 150 militants. Ils décident d'élire un collectif provisoire de 15 membres animé par Francis Le Blé<sup>2</sup>, membre de la CIR et candidat FGDS aux élections de juin 1968, chargé de coordonner le mouvement dans le département. Ce collectif se réunit à deux reprises, le 13 avril et le 1<sup>er</sup> mai, à la mairie de cette même commune pour, à chaque fois, marquer son attachement à la poursuite du mouvement d'unification des socialistes et son engagement en faveur d'une candidature unique de la gauche.

Aux yeux des finistériens, le congrès d'Alfortville n'est ni légal ni légitime. Aussi pour affirmer son opposition, le collectif convoque pour le même jour, le 4 mai 1969, à Port Launay, un « *congrès constitutif du nouveau parti socialiste* » donnant mandat à deux représentants (Hervé Mao et Jacques Martinais) de défendre ce point de vue lors de la réunion nationale de la SFIO. Dans un courrier au « *comité national d'organisation du nouveau Parti Socialiste* », le collectif déclare alors 400 adhérents.

Le déroulement du congrès donne raison aux finistériens. Ce qui avait été présenté comme la renaissance du socialisme sous la V<sup>ème</sup> République n'est qu'une ultime convulsion de la SFIO. Ne s'y retrouvent que l'Union des Clubs pour le Renouveau de la Gauche créée par Alain Savary en mars 1967 et le vieux parti de Guy Mollet, et le congrès est entièrement dominé par la désignation d'un candidat pour la présidentielle. A l'issue d'un débat confus, après le retrait d'Alain Savary, candidature suscitée par Guy Mollet, Gaston Defferre est investi.

<sup>1</sup> Francis Le Blé témoigne qu'à Brest, il n'y avait que « cinq camarades, et trois d'entre eux avaient déjà plus de 70 ans » in Vion (M), L'Ouest à gauche, Guy Authier, 1977.

<sup>2</sup> Le trésorier est J. Gourmelon de la Convention des Institutions Républicaines.

Le même jour s'ouvre le congrès de Port Launay présidé par Francis Le Blé. Après un état des lieux où les participants se désolent de leur faible nombre, seulement 107 adhérents<sup>3</sup> sur les 400 espérés, l'essentiel du débat porte sur l'avenir de la gauche. Il se conclut par l'adoption à l'unanimité des participants d'une motion estimant que « *le congrès national constitutif doit se tenir au plus tôt et que la réunion du 4 mai à Alfortville ne peut jouer ce rôle car les quatre familles politiques<sup>4</sup> n'y sont pas représentées* ».

Le lendemain, tirant les leçons de la désignation de Gaston Defferre, les finistériens élisent une « *commission administrative départementale* » de 22 membres<sup>5</sup> et « *refusent le droit à la réunion d'Alfortville de désigner le candidat de la gauche* ». Toujours à l'unanimité, ils demandent « *qu'une réunion de tous les partis ait lieu le plus vite* » et « *au cas où les instances nationales resteraient incapables de convoquer valablement le congrès constitutif national représentant toutes les familles prévu pour les 9, 10 et 11 mai* » la fédération du Finistère décide « *de lancer un appel à toutes les fédérations départementales du nouveau Parti Socialiste pour qu'elles prennent contact entre elles afin de convoquer à l'initiative de la base un congrès constitutif dans les meilleurs délais* ». Le Finistère est ainsi, dès l'origine, l'une des rares fédérations à s'élever contre la candidature de Gaston Defferre qui, selon elle, vient gâcher les chances de l'union de la gauche.

Même la campagne présidentielle ne fait pas dériver les finistériens de leur aspiration au rassemblement. Ainsi le 15 mai, leur comité fédéral « *déplore la division qui aboutit à quatre candidats de gauche* » et appelle « *tous les citoyens qui croient à la liberté et à la démocratie et qu'animent le profond désir de changement à voter pour l'un des candidats de gauche* ». Plus clairement encore, le comité de liaison des 40 brestois adhérents du NPS qui militent alors dans 4 sections (ZUP, Recouvrance, Douarjacq, centre) vote une motion le 8 mai 1969, refusant de faire campagne « *pour soutenir un candidat de division qui, en définitive, profite au candidat du pouvoir en place et compromet les chances du nouveau Parti Socialiste* ». De fait, alors que le 29 mai le PSU publie la liste d'un comité de soutien à Michel Rocard où figurent plusieurs élus locaux<sup>6</sup> et que le PCF fait de même pour Jacques Duclos, nulle trace d'une mobilisation des socialistes en faveur de Gaston Defferre. Pour autant, quand à Brest, le 7 mai un « *comité d'action pour un candidat unique de la gauche* » se constitue, aucun socialiste connu ne le rejoint.

C'est, dès lors sans surprise qu'au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle, le 1<sup>er</sup> juin 1969, le Finistère, à l'inverse de la situation nationale, place Michel Rocard avec 18 273 voix et 4.64 % des suffrages exprimés légèrement devant Gaston Defferre et ses 16 547 voix et 4.20 %<sup>7</sup>. A Brest, Michel Rocard obtient 1.2 point d'avance mais à Quimper c'est Defferre qui le précède. Globalement, la gauche recule par rapport à 1965. Là où François Mitterrand avait rassemblé 27.58 % des suffrages, les quatre prétendants de 1969 n'en recueillent que 26.74 %.

Pour le second tour, le PS finistérien soutient Alain Poher contre Georges Pompidou. Fidèle à sa conception institutionnelle de la République, il estime qu'une fois élu, celui-ci saurait développer une conception de la Présidence conforme à la pratique de la IV<sup>ème</sup>

<sup>3</sup> 50 à Brest, 28 à Quimper, 18 à Douarnenez, 6 à Châteaulin, 5 à Morlaix.

<sup>4</sup> Sont implicitement évoquées : la SFIO, la CIR, l'UGCS et l'UCRG.

<sup>5</sup> P. Boédec (Bannalec), J. Martinais, G. Le Bot, J. Gourmelon, F. Le Blé, R. Gravot (Brest), P. Le Bourdonnec (Carhaix), H. Mao (Châteaulin), P. Toutous et L. Nilias de Moélan, J. Griffon de Douarnenez, H. Abdelaziz et J. Destable (Morlaix), Jolivet (Plonéour Lanvern), M. Le Floch de Plozévet, C. Donnart de Pont Croix, R. Biger, G. Jaouen, A. Dollé, M. Cariou, Mme Broustail de Quimper et Huitric (Rospenden).

<sup>6</sup> Armand Berthou maire de Plouigneau, Louis Charles maire de Plougasnou, Marie Jacq maire d'Henvic, Albert Larher, conseiller général, maire de Plougonven, Robert Milbéau maire de Lannéanou, Roger Prat conseiller général de Morlaix.

<sup>7</sup> Inscrits 499 785, votants 396 073 (79.24 %), exprimés 393 672, L. Ducatel 3 687 (0.93 %), A. Krivine 3 382 (0.85 %), J. Duclos 67 142 (17.05 %), A. Poher 74 227 (18.85 %), G. Pompidou 210 414 (53.44 %)

République, qui demeure sa référence. Et le 9 juin, non sans rappeler que « *les résultats ne peuvent donner lieu à satisfaction* » il invite « *les citoyens à voter Poher pour marquer leur volonté de défendre la République face aux menaces fascistes* ». Mais il n'est guère entendu : le 15 juin, seules trente communes, toutes situées dans le Trégor et la montagne finistérienne<sup>8</sup> et un seul canton (celui de Plouigneau) donnent l'avantage au Président du Sénat<sup>9</sup>.

Dès le lendemain de l'élection, le 17 juin, le comité fédéral du Finistère reprend ses efforts pour l'unification des socialistes. Il désigne deux des siens (Raymond Biger et Georges Jaouen de Quimper) pour participer à une réunion du « *Comité national pour un nouveau parti socialiste à partir de la base* » initiée par le responsable de la fédération des Pyrénées-Atlantique, André Labarrère, membre du présidium de la CIR. L'ambition est alors d'organiser une concertation entre les déçus d'Alfortville et de relancer le processus de rassemblement. 67 délégués de fédérations se retrouvent ainsi le 22 juin à Bayeux en compagnie du club de l'ancien dirigeant (venu du PCF) des minoritaires du PSU Jean Poperen, l'Union des Groupes et Clubs Socialistes, et de dirigeants importants de la CIR (Pierre Joxe, Louis Mexandeau, Georges Fillioud).

Rapidement pourtant, des désaccords apparaissent. Les conventionnels ne sont présents que pour bloquer cette nouvelle démarche alors que les fédérations et l'UGCS souhaitent « *effacer le désastre d'Alfortville* » et rejoindre le nouveau parti socialiste dont la « *session de rattrapage* » est prévue à Issy-les-Moulineaux les 11-12 et 13 juillet 1969.

Invitées à se prononcer sur la participation à ce congrès, les six sections<sup>10</sup> du Finistère votent les 26 et 27 juin et concluent à l'adhésion au NPS. Ce dernier naît sans enthousiasme mais sans drame. Alain Savary est élu premier secrétaire, Guy Mollet se retire mais François Mitterrand boude toujours à l'écart de la nouvelle formation. Dans le Finistère, cette seconde étape nationale se traduit, à l'issue d'un congrès présenté comme « *administratif* » organisé à Châteaulin, le 7 décembre 1969, par l'élection d'un bureau animé par un premier secrétaire fédéral Francis Le Blé, avec Jo Gourmelon comme trésorier, Hervé Mao (Châteaulin), Jacques Martinais (Brest), Jules Destables (Morlaix) et Raymond Biger (Quimper) comme secrétaires. Quand, quelques mois plus tard, le 18 avril 1970, elle accueille Alain Savary la nouvelle fédération revendique 162 adhérents<sup>11</sup>.

Il faudra le Congrès d'Épinay, en juin 1971, pour que se réalise la mue attendue par les Finistériens. L'importance de cette réunion n'est plus à souligner si ce n'est que son succès tenait autant à l'ambiguïté tactique déployée par François Mitterrand que par l'évolution qu'il induisait pour le Parti Socialiste.

Dans le Finistère, l'organisation du « *congrès de l'Unité socialiste* » qui se tient à l'Hôtel de ville de Morlaix le samedi 6 juin, est confiée, sur le modèle national, à une « *délégation départementale* ». Composée de sept personnes, elle avait été mise en place dans les premières semaines de l'année 1971 et regroupe quatre représentants du PS (J. Destables de Morlaix, J. Martinais de Brest, G. Le Bot de Brest, J. Pascalini de Borthorel), deux de la Convention des Institutions Républicaines (G. Jaouen et A. Dollé, tous deux de Quimper) et deux « inorganisés »<sup>12</sup> (Mme Le Berre de Brest et J. Peuziat de

<sup>8</sup> Bannalec, Mellac, St Thurién, Peumerit, Bolazec, Botmeur, Laz, La Feuillée, Le Cloître Pleyben, Plougonven, Poullaouen, St Rivoal, Coray, Le Tréhou, Botsorhel, Lannéanou, Plounévezel, Motreff, Peumerit, Plourin les Morlaix,...

<sup>9</sup> Résultats : Inscrits 498 609, votants 362 066 (72.61 %), exprimés 343 589, A. Poher 112 770 (32.82 %), G. Pompidou 230 819 (67.17%).

<sup>10</sup> Châteaulin, Moélan, Brest, Quimper, Douarnenez et Morlaix.

<sup>11</sup> Brest 52, Quimper 46, Moélan 40, Châteaulin 15, Douarnenez 5, Morlaix 4.

<sup>12</sup> Les quatre représentants du PS (2 titulaires et 2 suppléants) sont J. Destable de Morlaix, J. Martinais de Brest, G. Le Bot de Brest, J. Pascalini de Borthorel, les deux représentants (1 titulaire et 1 suppléant) de la CIR : G.

Douarnenez), les clubs tels que « *Vie nouvelle* » et « *Objectif 72* » associés au processus national n'ayant pas de structures dans le Finistère.

Durant le premier semestre de l'année, elle multiplie les initiatives telle l'invitation à Jean Poperen et Claude Estier à tenir un rassemblement à Brest le 11 mai, qui attirera 150 personnes. Mais l'essentiel de son action porte sur la préparation des élections municipales. En dépit de ces efforts, ces dernières se déroulent sans cohérence particulière. Ainsi à Brest, Francis Le Blé conduit une liste « *d'action socialiste* » tandis qu'à Quimper, 19 socialistes (sur 35 candidats) se retrouvent sur une liste « *d'union républicaine pour l'expansion du grand Quimper* » conduite par le radical Jean Goraguer sans mention de soutien politique. Le NPS pour sa seule part apporte son soutien à la liste de gauche de Concarneau en même temps qu'il le refuse à celles de Landerneau et du Relecq Kerhuon, communes dépourvues de sections locales.

A Morlaix, la présidence de séance du congrès est symboliquement confiée à Madame Le Berre assistée de Francis Le Blé, de Jacques Martinais et d'André Vazel (adjoint au maire de Quimper). La séance est symboliquement ouverte à 9 h 30 par le maire Jean-Jacques Cléach, hôte du congrès, qui souhaite la bienvenue aux 94 délégués. La matinée après une allocution de la présidente centrée sur les potentialités électorales du parti socialiste dans le Finistère, est consacrée à un débat d'orientation générale.

L'après midi voit la poursuite du débat politique et la présentation d'une longue motion de 24 paragraphes. Celle-ci fait du PCF un partenaire privilégié avec lequel il convient de négocier « *avec prudence* », et du PSU un partenaire potentiel à traiter « *avec précaution* ». Elle conclut sur la nécessité d'un « *puissant parti socialiste et la recherche de l'unité de la gauche* ». Elle est adoptée par 195 voix contre 18 et 2 abstentions, soit 215 mandats. En effet, dans ses modalités pratiques, le congrès autorise chaque délégué à porter trois mandats y compris le sien. De fait, et même si au plan national le Finistère déclare 400 mandats pour la préparation d'Epinais, dont 100 souscrits par des nouveaux adhérents jusqu'alors étrangers à toute organisation politique, à Morlaix, la commission idoine ne recense que 94 délégués présents et 121 mandats.

Puis vient, en fin de journée, l'adoption des statuts fédéraux provisoires et la ratification de la délégation du Finistère pour Epinais composée des quatre membres du bureau du Congrès.

L'orientation politique de l'échange morlaisien place la fédération très à gauche puisque 278 voix se portent sur la motion M « *Pour un puissant parti socialiste orienté à gauche* » présentée au plan national par Jean Poperen et signé dans le Finistère par Le Blé, Destables et Martinais. Par contre, nul signataire finistérien dans la liste publiée par la motion L de Louis Mermaz et Robert Pontillon regroupant les anciens CIR, ni dans celle du CERES.

Le texte dans lequel se retrouve très majoritairement le Finistère est axé autour du projet de « *contrat de gouvernement* » avec le PCF, liant la négociation d'un véritable accord programmatique au débat sur les garanties (en matière de démocratie ou d'indépendance à l'écart de l'URSS par exemple), indispensables aux yeux des poperenistes, ne serait-ce que pour rendre un programme commun crédible aux yeux d'une opinion de gauche qui attend ces garanties<sup>13</sup>.

Hervé Mao, relais départemental de la motion O « *pour un parti socialiste fort pour la recherche de l'Union de la gauche* » d'Alain Savary et de Guy Mollet, plus prudent vis à

---

Jaouen de Quimper, A. Dollé de Quimper et les deux « non engagés » Mme Le Berre de Brest et J. Peuziat de Douarnenez.

<sup>13</sup> Cf. Serme (Pierre) *Le parti socialiste (1965-1971)*, CGM/Éditions Bruno Leprince, 2003, p. 104

vis des communistes, est bien seul avec ses 17 voix. La motion envisage en effet de continuer le dialogue avec le PCF sur les « *préalables idéologiques* », prélude à un accord débouchant sur la négociation d'un programme commun qui n'est pas rejeté en tant que tel. Là réside le principal désaccord entre les Finistériens, les majoritaires critiquant cette longue marche, craignant qu'elle ne soit sans fin.

Ce sera d'ailleurs l'origine du premier conflit que va connaître la fédération. En effet, à l'issue des élections sénatoriales de 1971, la commission exécutive fédérale du 30 octobre saisit la commission des conflits nationale sur l'attitude d'Hervé Mao. Ce dernier, cheville ouvrière de la liste « *républicaine et socialiste* » à la demande de la fédération du PS, l'avait maintenue pour le second tour en exigeant le désistement de la liste communiste. A l'inverse, la fédération s'était prononcée dès le 19 septembre pour l'union de la gauche au second tour par la fusion des deux listes et l'avait confirmé le 21 septembre lors d'une rencontre avec le PCF. Entre les deux tours, le 26 septembre, Hervé Mao s'opposa à Francis Le Blé et refusa de suivre la ligne politique fixée par le parti.

Entre temps, Francis Le Blé, est intervenu au nom de la motion « M », le samedi 11 juin lors de la première matinée du Congrès d'Epinau. Dans son propos, il a l'occasion de réaffirmer l'attachement des finistériens à cette nouvelle orientation. Ce que résume d'un titre, le nouvel organe de la fédération *Le combat socialiste du Finistère* dans son numéro 4 de juillet 1971: « *une étape encourageante* ».

A l'issue du congrès de Morlaix, la fédération est donc dirigée par une commission exécutive de vingt trois membres<sup>14</sup> dont douze issus du PS, six représentent des nouveaux adhérents et cinq de l'ancienne CIR et par un bureau<sup>15</sup> de neuf membres : six PS, deux nouveaux adhérents, un ancien conventionnel. Un dernier congrès à Douarnenez, le 28 novembre 1971, termine la naissance de la nouvelle formation en affichant 227 adhérents.

La fédération se lance ensuite dans la préparation de son baptême du feu électoral. Les socialistes ont du mal à dissimuler qu'ils attendent moins des élections législatives des 4 et 11 mars 1973 le succès de la gauche au plan national que la victoire au sein de la gauche. En effet, François Mitterrand a compris que toute la vie politique est désormais déterminée par le mode de scrutin présidentiel. Or celui-ci impose au second tour, l'affrontement de deux camps, et de deux camps seulement. C'est pourquoi, au classique duel entre communistes et anticommunistes (les socialistes jouant la force d'appoint de la droite dans le second bloc) se substitue désormais, et pour longtemps, le face-à-face droite-gauche. Le pari de François Mitterrand est donc de rendre au PS un rôle prépondérant à gauche, ce qui l'amène à signer avec le PC un « *programme commun de gouvernement* » le 27 juin 1972, scellant ainsi le mariage de la rose et de la faucille.

Pour la première fois, le PS aligne des candidats dans les huit circonscriptions : A. Vazel à Quimper, F. Le Blé à Brest 1, Besnard à Brest 2, M. Jacq à Morlaix 1, R. Le Gall à Morlaix 2, H. Mao à Châteaulin, Le Moal à Douarnenez et L. Le Pensec à Quimperlé.

---

<sup>14</sup> Armand Keravel (Brest), Armand Berthou (Plouigneau), Maurice Cariou (Quimper), Arnaud Dollé (Quimper), Jo Gourmelon (Brest), Annick Guibert (Quimper), Georges Jaouen (Quimper), Yves Jullien (Brest), Francis Le Blé (Brest), Gabriel Le Bot (Brest), Francis Le Moal (Moélan), Louis Le Pensec (Mellac), Jacques Martinais (Brest), Lucien Niliias (Moélan), François Pellenec (Brest), Paul Pennaneach (Plogonnec), Jean Peuziat (Douarnenez), Philippe Robert (Douarnenez), Marie Roudaut (Brest), Jean Simon (Brest), Pierre Toutous (Moélan), André Vazel (Quimper), Joseph Youniou (Quimper).

<sup>15</sup> Premier Secrétaire Fédéral F. Le Blé, secrétaires à la formation G. Jaouen de Quimper, F. Pellenec de Brest, secrétaire à la propagande G. Le Bot de Brest, trésorier J. Gourmelon de Brest, secrétaire aux questions municipales et organisation des élus A. Vazel de Quimper, secrétaire aux problèmes économiques J. Youinou de Quimper, autres membres M. Cariou de Quimper, J. Martinais de Brest.

Le premier tour enregistre plus qu'un frémissement. Le PS arrive en tête à Quimper où le communiste Le Gall perd 2 901 voix par rapport à 1968. Sa candidate est en seconde position à Morlaix 1 où François Mitterrand, le 29 janvier 1973 est venu tenir sa première réunion publique dans la salle omnisports du Pouliet, alors qu'à Brest 1 Francis Le Blé devance aussi le PCF. Au plan départemental, les progrès sont particulièrement significatifs puisque le PS rassemble 19.87 %. La presse parle même d'un « *bond en avant* » par rapport à 1968.

Au second tour, les socialistes sont, pour la première fois, présents à Quimperlé, Brest 1, Morlaix 1 et 2, mais ne réussissent pas à devancer les communistes à Quimper, Douarnenez et Châteaulin. Le PSU disparaît quasiment du Finistère (à Quimper, sa candidate Josette Bernard perd plus de 2 300 voix en 5 ans). Et symbole d'une nouvelle génération, dans cette Cornouaille « *berceau de la Bretagne républicaine* » selon le jugement de Siegfried<sup>16</sup>, Louis Le Pensec devient député à 36 ans avec 59.21 % des suffrages exprimés. Le renouveau commence à payer, mais il n'est pas encore suffisant pour rééquilibrer durablement la gauche.

Ce premier flirt entre les bretons et les socialistes n'est pas le seul apanage du Finistère. Dans le département des Côtes du Nord, un PSU est élu à St Briec mais surtout René Pléven alors ministre de la justice de G. Pompidou, président du Conseil Général, est battu de 45 voix à Dinan par un jeune candidat de 35 ans quasi inconnu : Charles Josselin. Ebranlée, la citadelle Pléven s'écroulera en 1976 quand le même socialiste emportera la majorité du conseil général. Il faut encore ajouter la victoire à Lorient d'Yves Allainmat, et ce sont quatre circonscriptions bretonnes sur 25 qui envoient à l'Assemblée des élus de gauche. C'est peu, mais ces résultats constituent déjà une solide rampe de lancement en même temps qu'un signe du dégel de l'électorat catholique.

Aux cantonales de mars 1976, la gauche progresse parfois même considérablement. Ainsi à Ouessant, fief du président centriste du Conseil Général André Colin où elle n'avait recueilli que 11.33 % aux législatives de 1973 et 22 % des voix en 1974, le candidat socialiste atteint au premier tour 25.80 % et la gauche 31.51 %. De même, à Landivisiau, le PS obtient à lui seul un score supérieur à celui de Mitterrand au second tour de 1974, à Landerneau, il progresse de 14 points par rapport aux législatives de 1973. En définitive, tous les candidats enregistrent de fortes hausses sauf à Châteauneuf-du-Faou, Plogastel-St Germain et Châteaulin. Mais cette montée en puissance ne modifie pas la composition de l'assemblée départementale puisque sur les 25 cantons soumis à renouvellement, la droite en conserve 17. Cependant l'entrée au Conseil Général de Louis le Pensec, élu dans le canton de Quimperlé, traduit la mutation à l'œuvre.

Dans la continuité de ce scrutin, de nouvelles sections du PS se créent à St Thégonnec, Châteauneuf du Faou, Ouessant, Trémeven, Briec, Plouigneau, Guerlesquin, Ploudalmézeau, Pont l'Abbé, Combrit, Plobannalec, Le Guilvinec. Et le 8 mai 1976, au Congrès de Landivisiau, en préalable au congrès national extraordinaire de Dijon, devant les 193 délégués présents, Erwan Guéguen, nouveau de Premier Secrétaire Fédéral<sup>17</sup>, peut annoncer le recrutement au sein de la fédération qui est maintenant installée 66 rue Jean Jaurès à Quimper, d'un salarié, Jean Pierre Thomin, et le lancement d'un hebdomadaire, *Le Breton socialiste*, avec l'aide d'un journaliste lui aussi appointé par la fédération, Serge Duigou.

Un an plus tard, revient le temps d'un congrès départemental précédant le congrès national de Nantes. Il se tient le 11 juin 1977 à Rosporden et se borne à enregistrer un

<sup>16</sup> Siegfried (A), Tableau politique de la France de l'Ouest, A. Colin, 1913 (réédition 1963).

<sup>17</sup> le Bureau fédéral réunit Erwan Guéguen, Henri Guenver (trésorerie), François Pellenec (formation), Marie Jacq et Gilbert Monfort (Propagande), Jos Youinou (plan et l'aménagement du territoire), Francis Le Blé (délégué aux élus), Jean-Claude Guillou (Défense nationale), Louis Le Pensec, Armand Berthou (secrétaires).

léger tassement de la suprématie de la majorité du parti avec 73 % des mandats<sup>18</sup> et un léger gain du CERES qui passe de 25 % à 27 %. Cette légère modification ne modifie pas l'animation de la fédération et Erwan Guéguen poursuit sa tâche<sup>19</sup>.

Au plan électoral en revanche, le contexte évolue sensiblement. Les prévisions les plus optimistes des spécialistes électoraux de la gauche sont balayées à l'occasion des élections municipales. Tactiquement elles avaient été préparées par un accord intervenu le 8 juillet 1976 avec le PCF. Conformément à la ligne nationale, arrêtée le 28 juin de la même année, l'ambition était « *d'obtenir le meilleur accord possible d'union de la gauche en prenant pour base pour la composition des listes, l'ensemble des consultations électorales intervenues depuis la signature du programme commun* ». Huit réunions sont nécessaires pour aboutir à des listes d'union avec direction socialiste à Brest, Quimper, Quimperlé, Landerneau, Morlaix et à direction communiste à Douarnenez et Concarneau. Quatre communes seulement demandent et obtiennent de la fédération l'autorisation de présenter des listes autonomes au 1<sup>er</sup> tour, en raison de la difficulté à déterminer le poids respectifs des deux formations : Carhaix, Plougonven, Plougasnou, Audierne.

Au soir du tour décisif, comme le titre l'hebdomadaire du PS le 19 mars 1977, le Finistère glisse « *A gauche lentement mais sûrement* »<sup>20</sup>. De fait, ce n'est pas encore un raz-de-marée mais une vraie victoire, la gauche remporte les communes de Brest, Concarneau, Rosporden, Carhaix, Quimperlé, Ergué Gabéric. Elle renforce ses équipes sortantes à Morlaix, St Yvi, Bannalec, Mellac, Henvic, Plozévet, Commana, Huelgoat, Plouzané, Relecq Kerhuon, Crozon, Camaret, Roscanvel,... Et là où elle échoue, des élus de gauche entrent cependant dans les conseils municipaux : Tréguennec, Plovan, Plogastel St Germain, Ouessant, Bourg Blanc, Gouesnou, Plabennec, Le Drennec.

La discipline de vote a parfaitement joué entre le PS et le PC (ce dernier emportant Carhaix, Concarneau et le Relecq Kerhuon). Au contraire, les élus sortants qui revendiquent une appartenance à une « *gauche modérée* » sans jamais clairement opter pour le programme commun disparaissent de la scène politique finistérienne : Quéré au Relecq Kerhuon, Le Grévellec à Clohars Carnoët, Héry (successeur de Charter) à Quimperlé, Jolivet à Plonéour Lanvern, Le Rheun à St Jean Trolimon.

Ces succès traduisent sur le plan électoral, la bonne santé de la fédération que l'on retrouve aussi dans les effectifs militants. En février 1977, le cap des 2 000 adhérents est presque atteint, répartis dans 97 sections dont 15 cantonales. Pour la première fois, le PS peut revendiquer une implantation dans 150 communes sur les 286 que compte le département. En deux ans, il a commencé à mordre dans des secteurs jusque là hostiles à ses idées. Ainsi une section de 35 membres existe à Landivisiau (8 000 habitants), d'autres se sont constituées à Lesneven (7 000 hab), Ploudalmézeau (4 500), Lannilis (3700). Même à Ouessant, le PS est fort d'une section 15 membres sur 1 450 habitants. Le maillage du département s'affirme aussi dans le pays bigouden (Pont l'Abbé, Combrit, Tréffiagat, Le Guilvinec, Penmarch) et dans les communes communistes comme Scrignac, Huelgoat, Spézet,... Même si Erwan Guéguen remarque lors d'une réunion fédérale qu'« *il est plus facile de s'installer sur les terres de la droite que sur les anciens fiefs rouges.* »

<sup>18</sup> La CEF était composée de 27 membres de la motion 1 : Erwan Guéguen, Louis Le Pensec, Francis Le Blé, Jos Youinou, Marie Jacq, Raymond Le Saux, Louis Lautrédou, René Déniel, André Cabon, Fabienne Jézéquel, Pierre Maille, Gilbert Monfort, Daniel Bouër, Bernard Poignant, Jean-Pierre Thomin, Joëlle Le Breton, Pierre Bardien, Jean-Claude Seité, Jean Merrien, Gilbert Le Bris, Jean-Pierre Verquier, Henri Genver, Yvette Pronost, Armand Berthou, Amédée Le Goff, Claudie Weber, Yvon Guillou. Et de 10 membres du CERES pour la motion 2 : François Pellene, Jean Pinvidic, André Ravailleau, Arnaud Dollé, Antoine Munar, Armand Chever, Michel Kerjean, Jean Normant, Lucienne Le Duc, Louis Nicolas.

<sup>19</sup> Le Bureau Fédéral est alors composé d'Erwan Guéguen, René Deniel, (Trésorier), Arnaud Dollé (Communication), Marie Jacq, Fabienne Jézéquel (Jeunesse), Louis Le Pensec, François Pellene (Formation), André Ravailleau, Jean Claude Seité, Jos Youinou

<sup>20</sup> Le Breton Socialiste, n°48, 19 mars 1977.

Mais les marges de progression sont encore importantes, notamment dans le centre du département où existent seulement cinq sections de Carhaix à Crozon. Difficulté également dans le fief du « *radicalisme bailliste* » à Plogastel St Germain.

En définitive, le nouveau Parti Socialiste ne connaît qu'un seul vrai échec à Quimper. Cette ville au tempérament modéré où « *l'amplitude d'oscillation [est] réduite, ce qui en fait l'originalité* »<sup>21</sup> est gérée depuis 1960 par une équipe radicale alliée aux socialistes. La signature du programme commun et l'arrivée de nouveaux adhérents favorables à l'Union de la Gauche a perturbé ce bel ordonnancement et conduit à la défaite. Pour la première fois, les socialistes sont alliés aux communistes et les Quimpérois leur préfèrent Marc Bécam de sensibilité centriste et au passé démocrate chrétien, ancien suppléant du député et ancien ministre gaulliste Edmond Michelet.

L'audience socialiste ne va cesser de progresser. Les élections législatives des 12 et 18 mars 1978 interviennent sur fond de rupture du programme commun et de marée noire provoquée par le naufrage du pétrolier libérien de 220 000 tonnes *Amoco Cadiz*. Si en 1973, le PS obtenait 19.88 % des suffrages, il grimpe en 1978 à 24.27 %, soit une progression de 4.40 %. L'ensemble de la gauche, majoritaire dans 17 cantons du département<sup>22</sup>, passe de la même façon de 39.17 % des suffrages à 44.12 %, soit une hausse de près de cinq points imputable pour l'essentiel aux candidats socialistes. En effet, le PC régresse légèrement (15.15 % contre 15.85 % en 1973) mais il est surtout pour la première fois devancé dans la 1<sup>ère</sup> circonscription de Quimper. Dans les autres, les gains socialistes sont tout aussi spectaculaires : à Brest, le nouveau maire Francis Le Blé progresse de plus de 11 % (de 18.17 % à 29.84 %), à Quimperlé, Louis Le Pensec améliore encore son propre résultat (de 35.30 % à 43.34 %), Marie Jacq à Morlaix obtient 27.83 % soit 4 % de plus et jusqu'à Landerneau (Brest 2), où Roger Abalain porte son parti à 18.45 % contre 10.44 % à l'élection antérieure. Seuls reculs, ceux de Châteaulin où le PS chute de 20.20 % à 15.48 % et dans la circonscription de Douarnenez où le candidat socialiste perd six points (14.48 %) permettant dans les deux cas aux candidats communistes Jean-Pierre Jeudy et Michel Mazéas d'arriver en tête de la gauche<sup>23</sup>.

Le second tour prolonge comme souvent le premier. La gauche rassemble 43.93 % et devient majoritaire dans 75 communes y compris dans des municipalités de droite (Audierne, Pont l'Abbé, Trégunc, Moélan,...). Louis Le Pensec connaît une réélection aisée avec 57.50 %. Battue sur le fil en 1973, Marie Jacq est élue avec 50.45 % à Morlaix devenant ainsi le 2<sup>ème</sup> député socialiste du Finistère avant d'accéder à la vice-présidence de l'Assemblée.

Les reports de voix sont globalement satisfaisants. Les candidats socialistes en tirent le principal profit comme Francis Le Blé, majoritaire sur la seule ville de Brest, qui frôle le succès dans la circonscription où il retrouve l'intégralité des voix de gauche (49.61 %). Ceux qui avaient jugé accidentelle la victoire municipale de 1977 en raison de la division de la droite, sont infirmés dans leur analyse. Roger Abalain améliore le score de la gauche de 1 % totalisant 32.81 %. En revanche, le jugement est plus mesuré pour les candidats communistes. Si Michel Mazéas totalise 40.8 % soit 2 % de plus que le total espéré au soir du 1<sup>er</sup> tour, Jean Pierre Jeudy enregistre quelques pertes dans les cantons de Carhaix et de Crozon.

<sup>21</sup> Monnier (J-J), *Le comportement politique des bretons*, PUR, 1994, p. 203.

<sup>22</sup> Quimper II, Morlaix, Huelgoat, Lanmeur, Plouigneau, Arzano, Bannalec, Concarneau, Pont Aven, Quimperlé, Rosporden, Scaër, Carhaix et quatre cantons brestois.

<sup>23</sup> Le PC devançait le PS dans 11 cantons : Briec, Douarnenez, Pont Croix, Châteaulin, Carhaix, Châteauneuf du Faou, Le Faou, Pleyben, Pont l'Abbé, Huelgoat, Plouigneau.

Un nouveau pas en avant vient d'être franchi sur le plan électoral, mais l'intendance a du mal à suivre et la fédération connaît quelques difficultés financières. Bernard Poignant, secrétaire de la section de Quimper, remplace, le 4 mai 1979, au poste de Premier Secrétaire Fédéral<sup>24</sup> Erwan Guéguen après trois ans de mandat et un échec électoral dans la circonscription de Douarnenez. Sa première décision le 27 mai est l'arrêt de la publication de l'hebdomadaire de la fédération, *Le Breton Socialiste*, après 106 numéros.

1979 sera aussi l'année du congrès de Metz. Comme Epinay, Metz est un congrès déterminant puisque la ligne choisie pour accéder au pouvoir sera ratifiée deux ans plus tard par la victoire du printemps 1981. Mais la comparaison s'arrête là. A Epinay, tout ou presque s'était joué dans la coulisse. A Metz, tout ou presque se passe sur le devant de la scène. Du 6 au 8 avril 1979, deux hommes, deux ambitions, deux écuries présidentielles s'affrontent. Au terme d'une campagne interne féroce de deux mois, Mitterrand semble en position de force : 40 % des mandats se sont portés sur son nom, soit le double du score présenté par la motion Rocard. Les rocardiens, qui avaient surestimé leur force, espéraient beaucoup mieux<sup>25</sup> et sont déçus. En se dressant contre Mitterrand, ils ont fait la démonstration qu'ils ne pèsent qu'un cinquième du parti. Ce n'est pas le meilleur moyen pour imposer leur leader dans la course à l'Élysée. Mais ils ont la consolation de devancer deux courants historiques du PS : celui de Pierre Mauroy qui n'a obtenu que 13.6 % et celui du CERES qui est étrillé avec 14 % perdant dix points en deux congrès. Cinq ans seulement après son entrée dans le PS, Rocard apparaît désormais comme le seul véritable rival de Mitterrand.

Dans le Finistère, la situation est inversée. Depuis la présidentielle de 1974, le PS a su créer sa propre dynamique et effectuer sa propre modernisation. Dans ce département comme dans toute la Bretagne, les années 70 sont marquées par la révolution de l'agroalimentaire qui accentue la mécanisation de l'agriculture, provoquant la disparition des petites exploitations et créant un important exode rural. Ces ruraux viennent grossir la population des villes bretonnes où ils deviennent salariés, employés, ouvriers, plus perméables à un syndicalisme actif.

Dans le même temps, l'Eglise catholique perd de son influence et un certain nombre de chrétiens basculent dans le militantisme de type tiers-mondiste ; on les appelle alors les « *cathos de gauche* », issus des différents mouvements de jeunesse chrétiens présents dans le monde ouvrier (JOC), rural (JAC puis MRJC), étudiant (JEC)... Enfin, dans le monde rural apparaît un syndicalisme progressiste qui prend son essor (paysans travailleurs, confédération paysanne) en rassemblant tous ceux qu'inquiète l'évolution vers une agriculture productiviste.

Toutes ces raisons se conjuguent pour faciliter la montée en puissance du PS. Et de fait, le Congrès de la fédération finistérienne qui se déroule le samedi 24 mars 1979 à Morlaix, en témoigne : fin 1978, le parti compte 2 100 adhérents répartis en 98 sections. Mais ce développement s'opère de façon originale par rapport au niveau national. Ainsi dans l'habituelle quête aux signatures qui précède le vote des adhérents, la motion « C » déposée par Michel Rocard frappe par son implantation. On y retrouve en effet presque tous les animateurs de la fédération derrière Louis Le Pensec et Bernard Poignant, le président de l'Union des Elus, Jos Youinou, mais aussi Georges Dauphin, Marie Jacqueline Desouches, Marie Jacq, Catherine Potin (responsable du MJS) ou encore Jean-Pierre Thomin, Pierre Barbier, Marylise Lebranchu.

Parallèlement la motion « A » de François Mitterrand n'est appuyée que par deux brestoises Daniel Cléach et Yvette Pronost. Ils sont ensuite rejoints par le maire de Brest, Francis Le

<sup>24</sup> Le bureau fédéral est alors composé de Bernard Poignant, René Déniel (trésorier), François Pellenec (Formation), Jean-Claude Seité (Communication), Arnaud Dollé (Commissions), Louis Lautrédou (circonscription, MJS, ES), André Ravailleau (Entreprises), Marie Jacq, Louis Le Pensec, Jos Youinou.

<sup>25</sup> Schneider (Robert), *La haine tranquille*, Seuil, 1992, p.156.

Blé, signataire de la contribution Mauroy/Rocard, mais qui au moment décisif préfère soutenir le premier secrétaire national. Vient enfin un fort contingent du CERES avec les secrétaires fédéraux François Pellennec, Michel Kerjean et Arnaud Dollé. Dernier texte à revendiquer des signataires finistériens, la motion « F » de Christian Pierret, dissident du CERES, avec Serge Duigou, Yvette Carrelet, Edmond Pestel, Bernard Evanno et Lucien Hallégot.

Le vote des militants suit ces mobilisations diverses : la domination des rocardiens est sans conteste. Leur motion obtient 52.69 % des suffrages exprimés, plus du double de celles de François Mitterrand (24.88 %), loin devant le CERES (13.67 %) <sup>26</sup>.

Au cours du Congrès de Morlaix, deux contributions sont adoptées, en lien avec la fédération du Morbihan. La première porte sur des modalités de fonctionnement interne du PS (les comités régionaux de coordination) et la seconde, plus politique, sur « *les peuples minoritaires de France : alsacien, basque, breton, catalan, corse, flamand et occitan* ». Ceux-ci sont définis par « *un passé vécu en commun, qui se traduit par une culture et s'exprime par une langue et généralement par un espace où le peuple a ses racines territoriales* ». Le Congrès prend la décision de déménager le siège de la fédération, et le 20 décembre 1980, le PS quitte son vétuste local quimpérois du 66 rue Jean Jaurès pour inaugurer son nouveau siège dans la même ville au numéro 35 la rue des Réguaires. Une secrétaire administrative à temps plein va y travailler à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1981 <sup>27</sup>.

Le 26 avril 1981, au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle, les résultats traduisent la plus forte poussée jamais enregistrée par la gauche non communiste finistérienne depuis la Libération (23.4 % en 1945, 27.2 % en 1981). Ce score s'explique par deux régressions simultanées dont l'une prend des allures de cataclysme. Valéry Giscard d'Estaing perd plus de quatre points par rapport à 1974 et ne devance François Mitterrand que de moins de quatre points. Le cataclysme est constitué par l'effondrement brutal du candidat communiste, Georges Marchais. Le PC est ainsi ramené à son niveau de 1936 (9.98 %). Sa régression est totale même si elle est plus visible dans les municipalités communistes. Ainsi à Concarneau, au Guilvinec mais surtout à Douarnenez, le PC perd une prépondérance parfois vieille de 60 ans. Pour autant, le 10 mai, le Finistère reste à droite avec 50.93 % des suffrages exprimés. Mais dès les législatives de juin, les candidats socialistes conquièrent une position dominante en obtenant 39.39 % des voix. Louis Le Pensec est élu au premier tour (de même que Louis Goasduff, RPR). Et au second tour, ce sont six autres socialistes qui affrontent la droite. Cinq en sortent vainqueurs : Bernard Pognant à Quimper, Jo Gourmelon à Brest, Marie Jacq à Morlaix, Jean Beaufort à Châteaulin et Jean Peuziat à Douarnenez. Pour la première fois, une majorité de parlementaires finistériens est issue des rangs du PS. Une telle victoire entraîne un changement à la tête de la fédération qui compte alors 1 951 adhérents et 92 sections. Geneviève Garros devient Premier Secrétaire Fédéral au lendemain du congrès de Carhaix, le 10 octobre 1981.

A l'automne 1983, l'approche du congrès de Bourg en Bresse donne corps au premier débat interne sur la politique menée par le gouvernement de Pierre Mauroy. L'enjeu est alors de savoir quelle interprétation donner à ce qui paraît être une rupture, non pas avec le capitalisme, mais avec le projet socialiste des années 70. L'idée de la pure et simple « *parenthèse* » n'est plus suffisante. Elle est d'abord contestée par la motion du CERES qui voit dans la politique suivie un abandon majeur. Les Finistériens se montre

<sup>26</sup> La motion déposée par Christian Pierret recueille 4.32 % et celle de Pierre Mauroy 1.99 %.

<sup>27</sup> Le bureau fédéral est composé de : Geneviève Garros, Michel Kerjean (Secrétaire fédéral adjoint au nord Finistère, chargé du journal fédéral), René Déniel (trésorier), Maurice Lucas (Elections), Claude Nicot (Formation), Jean-Pierre Thomin (Commission), Jean Louis Robert (Commissions), Noël Landreau (Entreprises), Yvette Pronost (Communication), Yolande Boyer (Lutte des femmes).

rétifs à son discours. Le texte ne recueille que 13.77 % des mandats des 2 141 militants contre 18 % au plan national. Elle est aussi contestée par une fraction du courant rocardien menée par Alain Richard qui pense le moment venu de théoriser l'évolution enregistrée. La fédération marginalise ce que Lionel Jospin, nouveau dirigeant national, appelle alors « *un courant de droite moderniste dans le Parti Socialiste* » puisque la motion n'obtient que 2.82 % (5 % dans le parti). La direction fédérale n'a donc pas à affronter le 15 octobre au Dourdy un congrès tactiquement difficile. Elle occupe une large place centrale avec le soutien de 83.41 % des adhérents qui se retrouvent dans le texte du premier secrétaire national où la problématique de la « *parenthèse* » demeure même si le thème n'est pas repris tout à fait explicitement. La fédération préfère utiliser le congrès pour mettre en avant son puissant réseau d'élus locaux : 7 députés (6 parlementaires nationaux et une députée européenne), 20 conseillers généraux, 40 maires et plus de 350 conseillers municipaux. Cependant, témoignage patent d'un ralentissement de l'activité, si quatre numéros du *Breton socialiste* furent publiés en 1982, on n'en compte que deux en 1983, et Geneviève Garros note dans son rapport d'activité que sur les 109 sections théoriquement existantes, « *18 sections n'ont donné aucun signe tangible de vie militante* ».

En réalité, ce congrès laisse les socialistes devant la tâche à peine entamée de déterminer le sens de leur action. Deux ans plus tard, Michel Rocard, après sa démission du gouvernement et délivré de ce fait de toute solidarité ministérielle, décide de profiter du congrès de Toulouse pour reprendre ce chantier en proposant une redéfinition de l'assise du socialisme. Symboliquement sa motion suggère de réécrire la déclaration de principe du PS qui, en 1971, avait repris sans trop de modifications la déclaration de 1945. Fidèles, les socialistes finistériens lui apportent massivement leur soutien avec 62.47 % des suffrages exprimés contre 28.51 % au plan national, la motion de Lionel Jospin devant se contenter de 37.53 %. Mais au congrès du 28 septembre 1985, organisé à l'Auberge de Jeunesse de Brest, le climat n'est pas à l'euphorie. Pour la première fois, la fédération avoue une baisse conséquente de ses effectifs. Selon le rapport d'activité de Geneviève Garros, elle ne compte plus que 1 940 adhérents pour 99 sections et encore « *15 d'entre elles n'ont reprise aucune carte en 1985 !* ». Et même ceux qui cotisent sont peu mobilisés puisque seuls 24.88 % d'entre eux se sont déplacés pour voter.

Surtout, ce congrès se déroule alors que vient d'être votée l'instauration de la proportionnelle pour les élections législatives du 16 mars 1986. Un tel changement bouleverse le paysage politique national et porte des conséquences importantes dans la fédération. « *Le parti n'est pas à l'écart des secousses* » écrit Geneviève Garros, rappelant que dès juin 1985 une « *commission fédérale de réflexion* » a été créée afin de tenter d'anticiper les difficultés dans la constitution des listes. Las, ces précautions ne suffisent pas à éviter la crise dans une structure fragilisée. Les paramètres à intégrer sont trop nombreux pour permettre le consensus interne : le poids des courants, la force démographique des circonscriptions, le renouvellement des candidats, l'équilibre géographique, l'influence des sortants...

La fédération est menacée par une cassure car, lors de la réunion de la commission exécutive fédérale du 23 septembre 1986, le courant rocardien se divise entre les partisans de Louis Le Penec et ceux de Bernard Poignant. L'accord interne national du PS signé le 6 juillet permettait au courant Rocard de présenter dans les trois premières places seules réputées éligibles, trois des siens. A Brest, cette proposition suscita une violente opposition, le député mitterrandiste Gourmelon se trouvant de fait écarté. L'accord controversé fut cependant confirmé au niveau national le 24 août avec l'accord du bureau fédéral. Pourtant, un mois plus tard, la commission exécutive élabore une liste conduite par Louis Le Penec où Jo Gourmelon apparaît en seconde position suivi de Marie Jacq, de Jean Peuziat et de Jean Beaufort. Bernard Poignant est relégué en sixième position ne devant d'ailleurs cette place qu'à un retrait en sa faveur de Marcel L'Aot de

Plouzévédé<sup>28</sup>. Pendant quelques semaines, la fédération est en proie à des turbulences qui lui font craindre le pire. Un changement à sa tête - le brestois Tino Kerdraon remplaçant Geneviève Garros, fidèle de Bernard Poignant, comme premier secrétaire fédéral - sanctionne cette tourmente<sup>29</sup>. Pour autant, les élections législatives du 16 mars 1986 marquent une très bonne résistance des socialistes.

Alors que la France est à nouveau majoritairement à droite, mai la liste socialiste<sup>30</sup> termine la course en tête dans le Finistère avec 38.06 % (31.61 % pour la moyenne nationale) devançant de 2 500 voix celle de droite conduite par Jean-Louis Goasduff. Certes, le PS ne retrouve pas son exceptionnel score de 1981 (39.38 %) mais il exerce une suprématie absolue sur la gauche : la liste communiste ne recueille que 6.79 % et celle de l'extrême gauche 0.99 %.

S'il n'y a pas de bouleversement sur la géographie électorale, des reclassements se poursuivent d'une élection à l'autre. Le PS progresse peu dans certains bastions et fait des bonds dans ses anciennes zones de faiblesses. Il peut même trouver dans sa défaite des raisons d'espérer. Il apparaît comme la première force du département avec quatre députés réélus et semble avoir maîtrisé durant la campagne son funeste penchant aux querelles intestines. Ainsi même à Quimper, qui n'avait plus de représentant sur la liste socialiste, il obtient 41.76 % !

Le même jour ont lieu les premières élections régionales au suffrage universel. Le résultat est comparable : 34.42 % pour la liste que conduit aussi Louis Le Penec et 10 élus sur 24. A l'évidence, les électeurs attirés par l'enjeu législatif, n'ont montré qu'un intérêt poli pour cette élection locale. Et bien que l'offre politique soit plus diversifiée (huit listes contre six aux législatives), cela n'entraîne pas de distorsion de comportement chez les citoyens.

Revenus dans l'opposition, les 250 délégués socialistes Finistériens se retrouvent le 21 mars 1987, pour un congrès avancé de six mois, à Rosporden. Le parti affiche un effectif de 1998 adhérents répartis en 97 sections. Le climat de la réunion est à nouveau serein et le Premier Secrétaire Fédéral Tino Kerdraon s'en félicite, soulignant dans son rapport combien il « *aura été pesant tout au long de ce mandat dans les instances fédérales* ». Une seule motion se présente au vote des adhérents: elle obtient 91.42 % des suffrages ce qui permet aux rocardiens de s'assurer 27 places sur les 37 de la Commission Exécutive fédérale. Le congrès est pour l'essentiel tourné vers l'avenir, élection présidentielle oblige.

Celle-ci marque, le 24 avril 1988, l'apogée du vote socialiste dans le Finistère. François Mitterrand réalise son meilleur score dans une élection présidentielle avec 35.70 %. Pour la seconde fois, un socialiste Finistérien entre au gouvernement dirigé par Michel Rocard. Louis Le Penec retrouve le ministère de la Mer qui vient d'être rétabli dans ses pleines prérogatives. Moins d'un mois plus tard, cette acmé électorale est pourtant dépassée par celle des législatives : 43.59 %. L'euphorie est cependant tempérée au vu du nombre de sièges obtenus dans le cadre du rétablissement du scrutin d'arrondissement et du redécoupage des circonscriptions initié par l'ancien ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua. Avec plus de voix (181 778 contre 172 010 en 1981), les

<sup>28</sup> Viennent ensuite Michel Kerjean, Pierre Donval, Francis Garo et Marc Labbey.

<sup>29</sup> Le bureau fédéral est composé de Jean-Noël Kerdraon, Marc Labbey (Brest), secrétaire fédéral adjoint chargé du Nord Finistère, Pierre Rose (Concarneau) secrétaire fédéral adjoint chargé du Sud Finistère Yolande Boyer (Châteaulin) chargée de la lutte des femmes, Danièle Com (Brest) des commissions, Yanick Massini (St Pol de Léon) de l'Information des militants, Jean-Pierre Hue (Brest) des entreprises, Jean Mobian (Guilers) de la formation, Yvette Pronost (Brest) de la propagande, René Déniel (Quimper) des relations extérieures, Paul Magnan (Quimper) de la trésorerie, Maurice Lucas Douarnenez) des élections, Gilbert Monfort (Rosporden) des relations avec les élus.

<sup>30</sup> Bernard Poignant choisira de ne pas figurer sur cette liste et sera remplacée par Geneviève Garros.

socialistes ont deux députés de moins que sept années auparavant. Si Bernard Poignant, Jo Gourmelon, Marie Jacq et Louis Le Pensec retournent au Palais Bourbon, les circonscriptions de Châteaulin et de Douarnenez votent à droite. Dans le remaniement qui fait suite au renouvellement législatif, Louis Le Pensec quitte la Mer pour se voir confier le ministère des DOM-TOM, fonction qu'il va exercer jusqu'en 1993.

En 1989, les municipales interviennent à la suite de quatre scrutins successifs et ne suscitent pas la même passion que celles de 1977 et de 1983. Elles sont néanmoins l'occasion pour les socialistes de gagner de nouvelles villes. Si l'on excepte la perte dès le premier tour de Morlaix (mais Ergué Gabéric et Landerneau sont conquises ce même jour), le second se solde par une suite conséquente de gains : Quimper, Brest, Quimperlé, Crozon, Trégunc. A Brest, la victoire annoncée de Pierre Maille se réalise de belle façon (48.42 % au premier et 64 % au second). A Quimper, en dépit de l'hostilité des communistes dont Bernard Poignant n'a pas souhaité la présence sur sa liste et de la concurrence d'une liste verte, le PS prend le dessus.

Une telle implantation locale ne protège pas le parti de difficultés internes qui vont s'exacerber au moment du congrès de Rennes. Michel Rocard en donna l'explication affirmant, amer, du haut de la tribune « *moins les désaccords sont fondamentaux, plus leur expression est conflictuelle. Dans les débats d'idées, on essaie de convaincre tandis que dans les débats de personnes, on essaie de blesser* ». De fait, durant une semaine, car le congrès ne dure pas que les 4 jours prévus, du 15 au 18 mars, mais sept puisqu'il faut attendre le comité directeur du 21 mars pour que le parti se dote d'un premier secrétaire, les banderilles fusent et les blessures sont nombreuses. Les sectarismes prennent le pouvoir dans tous les clans transformant le rassemblement de Rennes en théâtre de l'impuissance.

Pourtant pour la fédération du Finistère, Rennes est un congrès classique. Rien d'ailleurs dans le congrès fédéral qui se tient le 3 mars 1990 dans la salle des fêtes de Châteaulin, ne laisse deviner le spectacle qu'offrira le parti dix jours plus tard.

La motion Rocard affiche logiquement sa force : un ministre (Louis Le Pensec), trois députés sur quatre (Bernard Poignant, Marie Jacq, Gilbert Le Bris), la grande majorité des conseillers généraux (Gilbert Monfort, Jean-Jacques Cléach, François Riou, Georges Dauphin, Jean Peuziat, Yvon Le Bris, Jean Le Meur, Louis Nicolas,...) et de nombreux maires parmi les 41 revendiqués depuis le scrutin de 1989 (Jean Pierre Thomin, Pierre Faucher, Guy Savin...). Porté, au plan national, par une forte aspiration à la rénovation du parti et aussi par un savant quadrillage du terrain, Laurent Fabius ne peut compter dans le Finistère que sur le député de Brest Jo Gourmelon, sur un trio de maires (Xavier Charlot du Guilvinec, Kofi Yamgnane de St Coulitz, Pierre Barbier de Plourin-les-Morlaix) et quelques adjoints des grandes villes (Marc Labbey, Jean Pierre Hue, Jean Pierre Caroff de Brest, Patrick Le Foll, Dominique Boé, Michel Paugam de Quimper). Le courant Chevènement rassemble notamment Yolande Boyer (conseillère régionale) et des élus comme Yves Ménesguen et Jo Gléau de Brest, Michel Kerjean de Guipavas. Sur le texte de Pierre Mauroy et de Lionel Jospin se retrouvent essentiellement Pierre Maille, Alain Masson et Ronan Leprohon de Brest. Enfin la motion Poperen regroupe derrière les conseillers généraux Robert Moreau de Plouigneau et Jean René Cadran de Lanmeur, des militants chevronnés comme Paul Uguen de Guerlesquin, Jean Michel Le Bihan de Guipavas, Edmond Pestel du Relecq Kerhuon ou Denis Conan de Plouescat.

Et de fait si à Rennes le suspense pèsera sur l'issue du scrutin, à Châteaulin les surprises sont exclues. 1 568 adhérents sur les 2 310 revendiqués se déplacent entre le 26 février et le 2 mars pour voter et à 59,69 % choisissent la motion signée par le Premier Ministre Michel Rocard. La presse relève le léger effritement par rapport aux 63.74 % du congrès de Toulouse en 1985 où les rocardiens avaient déjà présenté seuls une motion, mais la progression est de sept points en comparaison du congrès de Metz ! Ensuite arrivent dans un mouchoir les poperenistes avec 12.54 % des suffrages exprimés, la motion

Mauroy/Jospin avec 10.52 %, puis les fabusiens avec 10.14 %, enfin nettement décroché, l'ancien CERES devenu « *Socialisme et République* » avec 4.13%.

Le Finistère présente donc un visage singulier dans une France socialiste qui voit la motion Fabius finir en tête avec 28,9 %, devant Mauroy/Jospin à 27.58 %, Rocard à 24.3 %, Chevènement à 8.5 % et Poperen à 7.2 %. La bataille fratricide entre les deux rameaux de la famille mitterrandiste, déjà minoritaire dans le département, a non seulement contribué à renforcer les rocardiens, mais permet aux représentants de la gauche la plus traditionnelle de finir en seconde position. Un résultat salué comme telle par la presse régionale le 2 mars 1990 qui titre « *Rocard décoiffe, Poperen décolle* »<sup>31</sup>.

Le seul événement d'importance est le retrait annoncé de Tino Kerdraon de la direction fédérale. Il est remplacé par François Cuillandre, adjoint au maire de Brest<sup>32</sup>. Ce choix traduit l'influence de Louis Le Pensec dont le nouveau premier secrétaire fédéral est un collaborateur au sein du ministère des DOM -TOM. Un poids décisif que l'élu de Mellac doit autant à son rôle politique déterminant au sein du parti depuis 1973 qu'aux 536 cartes d'adhérents comptées dans sa circonscription (soit près du quart de la fédération qui en revendique alors 2310 même s'ils ne sont que 1568 à voter). Un écart qui permet à la fédération du Finistère de se présenter comme la seule en Bretagne à compter plus d'adhérents en 1990 qu'en 1981<sup>33</sup>.

Rennes est la première étape d'un long chemin de croix du PS qui se traduit par une accélération de sa vie interne. Le 3 juin 1992, à peine six mois après le dernier congrès du 7 décembre 1991 à Cléden-Poher, en prélude au Congrès de l'Arche, une centaine de délégués se retrouve au Faou pour un nouveau rassemblement avant le congrès de Bordeaux. Entre temps, l'activité tout entière de la fédération a été tendue vers la préparation des élections cantonales et régionales. Alors qu'au plan national 1992 marque un effondrement pour la gauche, les résultats obtenus dans le Finistère se situent dans la moyenne des performances socialistes : 24.08 % pour la liste conduite aux régionales par Louis Le Pensec (contre 18.3 % au plan national) soit 7 élus sur 24, et 21.83 % au premier tour des cantonales et 5 élus sur les 28 soumis à renouvellement, soit une perte de trois sièges (Arzano, Brest Kérichen, Concarneau).

L'essentiel du congrès porte sur le renforcement de la capacité d'action politique de la fédération par la décision de recréer son hebdomadaire interrompu treize ans auparavant et par l'achat d'un nouveau local. Ainsi, le 3 août paraît à 4 200 exemplaires le premier numéro de la *nouvelle série* du *Breton socialiste* et le 27 août 1992, Michel Rocard inaugure le nouveau siège fédéral, rue Aristide Briand à Quimper.

En terme de votes internes, le texte de la majorité du comité directeur est adopté par 76.54 % des 716 finistériens qui choisissent de s'exprimer (sur 1841 adhérents). C'est légèrement en deçà du chiffre national de 85.30 %. A l'inverse, le texte alternatif de Jean-Luc Mélenchon et de Julien Dray proposant un contrat politique associant le PS aux Verts et au PCF obtient 10.61 % des suffrages (contre 7.26 % en moyenne nationale). Avec une participation de 61 % les militants du Finistère ne répondent pas aussi fort que le souhaitait François Cuillandre dans son éditorial du numéro 53 du « *Breton Socialiste* » : « *Alors que certains commentateurs veulent profiter de ce Congrès pour montrer du doigt la faible mobilisation du Parti, voire sa déliquescence, j'appelle tous les adhérents à participer nombreux aux réunions de section* ».

<sup>31</sup> Ouest France, 2 mars 1990.

<sup>32</sup> Le bureau fédéral est composé de François Cuillandre, Yolande Boyer (Education), Robert Denis (Information), Paul Guéguen (Agriculture), Jeannine Guillou (Droits des femmes), Bruno Lathulière (Culture, sport), Marylise Lebranchu (Environnement, aménagement du territoire), Thierry Le Carpentier (Jeunesse), Patrick Le Foll (Coordination), Pierre Maille (Problèmes de société), Jean Mobian (Formation), Jean-Jacques Urvoas (Elections), Edmond Zeller (Trésorerie).

<sup>33</sup> Monnier (J-J), *Le comportement politique des bretons*, PUR, 1994, p. 217.

De fait, les temps ne sont plus à l'optimisme. La crise électorale est là et les législatives se présentent sous les pires auspices. Les derniers mois du gouvernement de Pierre Beregevoy, assombris par des affaires diverses mais cumulatives dans l'opinion, ne permettent pas le redressement. Sans surprise, le 21 mars 1993, le recul est historique : 19.2 % au plan national, et si le résultat finistérien est nettement meilleur (24.77 %), seul Louis Le Pensec sauve de justesse son siège lors de cette bérézina législative.

La victoire de la droite est sans conteste et laisse le PS anéanti. Tout est à reconstruire : son idéologie, sa stratégie et son organisation. Au conseil national du 3 avril, Laurent Fabius est contraint à la démission. Michel Rocard, devenu depuis 1992, le « *candidat naturel* » pour la prochaine élection présidentielle lui succède<sup>34</sup>. Malgré la fragilité de sa position, la coalition qui le soutient étant incertaine et l'hostilité du Président tenace, il tente de remobiliser les militants désemparés par la tenue d'Etats Généraux déclinés par département avant de connaître un aboutissement à Lyon en juillet 1993. Ainsi 300 militants socialistes se réunissent le 19 juin au Patronage Laïque Sanquer à Brest. 25 délégués (dont 9 femmes) sont désignés pour représenter la fédération à la réunion nationale. Parmi eux, les sympathisants occupent seulement deux des six places qui leur étaient théoriquement réservées.

Cette journée n'est pas un congrès du Parti socialiste mais une occasion de réflexion sur l'avenir et l'identité de la gauche en France. Elle se veut l'aboutissement de deux mois de débats dans les sections de la fédération, échanges jugés indispensables après dix années de pouvoir d'Etat et un grave échec électoral. Elle veut aussi porter témoignage d'une mobilisation interne, d'une capacité et d'une détermination à continuer le combat politique alors que certains observateurs parient sur l'affaiblissement durable du PS dans le champ politique.

Le 16 octobre de la même année, le congrès ordinaire se tient à Landerneau. C'est l'occasion pour François Cuillandre de tirer un bilan de la période. Il est marqué par la poursuite de l'érosion des adhérents qui ne sont plus que 1 700, entraînant l'inquiétude du premier secrétaire fédéral : « *Certaines sections ne fonctionnent plus, la reprise des cartes devient moins spontanée et nos adhérents vieillissent* », même si les finances restent saines. Seuls 707 militants participent au choix des motions (41 %). Dans la continuité des Etats Généraux, trois textes étaient soumis au vote : celui présenté par Michel Rocard, alors premier secrétaire national qui obtient 83.86 %, celui de Jean Poperen (11.61 %) et un dernier, rédigé par Roland Dumas et Louis Mermaz (4.83 %). La fédération s'inscrit donc dans le courant légitimiste du parti tout en continuant à marquer sa fidélité envers Michel Rocard.

Au plan électoral, les cantonales de mars 1994 semblent marquer un premier redressement. Les socialistes atteignent 30.38 % et gagnent 10 cantons sur les 26 concernés par la consultation. C'est notamment le cas de Kofi Yamgnane, ancien secrétaire d'Etat du gouvernement Cresson, qui l'emporte à l'arraché à Châteaulin. Mais dès juin 1994, le revers électoral des élections européennes où la liste conduite par Michel Rocard n'obtient que 18.61 % des suffrages, réduit à néant les timides efforts de reconquête. A la suite de cette asthénie (14.5 % au plan national) le premier secrétaire national est mis en minorité et un nouveau dirigeant est élu en la personne d' Henri Emmanuelli qui propose un « *tournant à gauche* » et une volonté d'opposition ferme au libéralisme.

Cette nouvelle orientation ne suscite pas l'enthousiasme dans le Finistère qui l'estime incompatible avec la perspective souhaitée d'une candidature de Jacques Delors à l'élection présidentielle. Le congrès de Bannalec, le 5 novembre, traduit cette inquiétude.

---

<sup>34</sup> Bergounioux (A), Les fragilités du Parti Socialiste Français, in « La gauche en Europe depuis 1945 », Lazar (M), Dir, PUF, 1996, pp. 239-259.

Le potentiel militant est au plus bas (1 200 fin 1994) et la faible participation des adhérents (675 votes) accentue cette dépression. Pourtant, devant la division de la droite, les socialistes osent reprendre espoir d'autant que les élections municipales prévues pour juin 1995 leur semblent à leur portée. Dans cette perspective, le Congrès se félicite des accords électoraux passés avec le PCF comme à Douarnenez, Scaër, Brest, Concarneau ou Morlaix et accepte que Quimper soit une exception: « *Il y a trop de cadavres dans le placard. Depuis 1989, les dirigeants communistes multiplient les communiqués critiques sur Bernard Poignant, ce n'est pas possible* », explique François Cuillandre à la presse régionale<sup>35</sup>. Au total, les socialistes rêvent de conserver leurs villes (Brest, Quimper, Concarneau, Quimperlé, Landerneau) et de créer la surprise à Morlaix comme à Châteaulin.

En décembre, le retrait de Jacques Delors ouvre une nouvelle période d'incertitude. Faute d'accord entre les dirigeants, deux candidats Lionel Jospin et Henri Emmanuelli se présentent dans une primaire interne permettant aux adhérents de découvrir, le 3 février 1995, les frissons de la démocratie directe. 1 110 se déplaceront sur les 1 368 soit 81.14 %. Un tel engouement montre l'importance que revêt la consultation pour tous les militants. Sa volonté d'allier réformisme et réalisme, sa réclamation d'un « *droit d'inventaire* » sur le bilan des socialistes au pouvoir permettent à Lionel Jospin de rassembler sur son nom 937 voix soit 86.84 % alors qu' Henri Emmanuelli doit se contenter de 142 voix (13.16 %).

La campagne qui se déroule sur la lancée de cette procédure se conclut par un résultat inattendu lors du premier tour le 23 avril. Dans un contexte de fragilité de la gauche (les différents candidats représentent 43.8 % des suffrages exprimés), Jospin surprend avec 26.1 % (23.3 % au plan national), chiffre à peine plus faible que celui de François Mitterrand en 1981 (27.2 %). C'est même la meilleure performance réalisée par le PS dans le département depuis les européennes de 1989 (26.55 %), distançant largement le score des législatives de 1993 (24.77 %). Au second tour, le 7 mai, le Finistère choisit le camp du vainqueur : Jacques Chirac y totalise 51.16 % des voix. Le candidat socialiste pouvait espérer, en y incluant le score de Dominique Voynet qui se s'était pourtant pas explicitement désistée, 218 492 voix. Il en rassemble 242 492 soit un gain net de 23 582 voix. Cette progression est à mettre en regard de celle réalisée par François Mitterrand quatorze ans auparavant. Avec une participation plus forte de 4.5 % (87.22 % en 1981 contre 82.87 % en 1995), il n'avait alors progressé que de 17 848 voix pour obtenir 49.06 %. Second élément de la dynamique et de la bonne qualité des reports des voix à gauche : Lionel Jospin recueille 48.87 % des suffrages dans le Finistère, soit seulement 0.19 % de moins que son prédécesseur en 1981. Or le total des voix de gauche alors était au premier tour de 47.5 % tandis qu'en 1995 il n'est que de 43.8 %.

Du point de vue des structures électorales, ce second tour oppose plus clairement que jamais un Finistère de droite à un Finistère de gauche<sup>36</sup>. Les cartes, pratiquement complémentaires du fait de l'uniformité relative de l'abstentionnisme, donnent un découpage lumineux. Ainsi, dans les villes de plus de 10 000 habitants, le PS totalise 52.57 % soit 3.57 % de plus que la moyenne départementale. Et si l'on compare avec le passé, la droite de 1995 se superpose presque exactement à quelque cinquante ans de distance au centre droit de 1946. Belle revanche des historiens qui savent le poids des traditions, sur les politologues qui croient découvrir une mutation tous les cinq ans...

Quelques semaines plus tard, aux municipales des 11 et 18 juin, les socialistes pavaisent. Là où le débat se résume à un simple affrontement droite/gauche, celui-ci tourne souvent à l'avantage de la seconde, parfois de manière surprenante. Ainsi trois députés et un sénateur de droite sont battus ou en position difficile. Les listes conduites Bertrand Cousin (RPR) à Brest et Arnaud Cazin (UDF) à Morlaix sont vaincues dès le

<sup>35</sup> François Cuillandre, Ouest France, 7 novembre 1994.

<sup>36</sup> Uguen (J-L), Urvoas (J-J), La Bretagne électorale, Apogée, 1996.

premier tour. A Plabennec, le député-maire RPR Louis Goasduff est pour la première fois mis en ballottage. A Ploudalmézeau, le sénateur-maire Alphonse Arzel qui brigait son septième mandat et qui conserve sa mairie, enregistre des pertes notables. La lecture du second tour est plus ambiguë. Dans les dix neuf communes de plus de 3 500 habitants où un second tour se déroule, on compte un nombre inhabituel de triangulaires : neuf contre cinq en 1989. La plupart d'entre elles sont dues au maintien de candidats divers gauche ou divers droite qui, forts du soutien des électeurs, décident de transformer l'essai en refusant de fusionner avec d'autres listes. Au soir du 18 juin, la droite et la gauche gèrent chacune 24 communes de plus de 3 500 habitants. Pour le PS, la moisson est satisfaisante : il conserve toutes ses villes et en gagne de nouvelles dont Morlaix est la plus symbolique. Jamais son implantation locale n'a été aussi forte. A signaler cependant le cas douarneniste où l'architecture baroque d'une majorité socialiste soutenant un maire communiste s'est effondrée au profit de la droite.

La dissolution mal comprise de 1997 va permettre au parti socialiste de renforcer sa représentation parlementaire dans le Finistère. Dans toutes les circonscriptions, ses candidats arrivent en tête avec une moyenne nettement plus forte qu'au plan national : 32.49 % contre 25.55 %, validant derechef la leçon établie depuis 1973. Le 1<sup>er</sup> juin, six députés sur huit sont élus participant à la nouvelle majorité nationale soit deux de mieux qu'en 1988. Rapidement, dès le 4 juin, Louis Le Pensec tout comme Marylise Lebranchu rejoignent l'équipe gouvernementale de Lionel Jospin. Le premier comme ministre de l'Agriculture et de la Pêche, la seconde comme secrétaire d'Etat chargée des PME, du Commerce et de l'Artisanat. Si bien que le congrès du 15 novembre qui se déroule à Pont l'Abbé témoigne de l'optimisme qui règne dans les rangs de la fédération et pas seulement parce que cette réunion, pour la première fois depuis longtemps, se tient à la date prévue, trois ans après celui de Bannalec.

Durant ces longs mois, la barre quelque peu malmenée par les crises successives, produits de mauvais résultats électoraux et de divisions internes nationales conséquentes, s'est redressée. Le congrès national qui se tient à Brest en porte la preuve. Les effectifs militants ont retrouvé leur hauteur traditionnelle : 1 500 sont revendiqués. Les investissements traduisent une bonne santé financière : la fédération a multiplié les achats avec pour ambition de mettre à la disposition des sections un local par circonscription. Après Quimper, Plouzané (le 10 mai 1994) et Morlaix (le 19 décembre 1994), des acquisitions sont réalisées à Châteaulin, à Douarnenez et à Landerneau. Remise sur pied, l'imprimerie fédérale a fait, parallèlement, l'objet d'une restructuration juridique, la séparant de la fédération.

L'orientation des socialistes Finistériens reste conforme à sa tradition : la motion présentée par François Hollande et soutenue par l'ensemble des membres socialistes du gouvernement obtient 81.68 % devant celle signée par la Gauche socialiste (11.23 %) et une petite motion « *Réussir à gauche* » 7.09 %. Dans la geste socialiste, le Congrès de Brest restera comme celui de l'élan retrouvé par un parti renouvelé autour de François Hollande? nouveau premier secrétaire, et rassemblé autour du Gouvernement de Lionel Jospin. Le 27 novembre, François Cuillandre est réélu avec 90.73 % (911 voix sur 1 004 exprimés) premier secrétaire fédéral, à peine moins bien que François Hollande (92.43 %) au niveau national.

L'élan électoral emporte l'année suivante la majorité du conseil général, puis les sénatoriales. Le 27 mars 1998, Pierre Maille est élu Président d'une Assemblée départementale fortement renouvelée. Elle accueille 14 nouveaux élus et 28 conseillers de gauche (24 PS, 3 divers gauche et un communiste sur 54). Les gains sont notamment spectaculaires à Brest où les socialistes remportent le « *grand chelem* » avec les huit sièges soumis à renouvellement. Ce changement survenant après tant d'années de stabilité – il faut remonter à Albert Louppe de 1912 à 1927 pour trouver un président « *Républicain de gauche* » - vient effacer les dimorphismes qui faisaient la particularité du département. Les frontières réputées inébranlables séparant des populations aux

convictions politiques opposées et reposant sur des doctrines différentes se sont aplanies, témoignant de l'assimilation croissante du Finistère dans l'espace français. Et quelques mois plus tard, le 27 septembre 1998 voit l'élection de trois sénateurs socialistes, dont une femme, Yolande Boyer, ce qui n'était jamais arrivé dans le Finistère sous la V<sup>ème</sup> République.

La confiance règne donc chez les socialistes finistériens à la veille des élections municipales et cantonales des 11 et 18 mars 2001. Leur enthousiasme est vite douché. Au plan cantonal, ce scrutin devait leur permettre de renforcer leur majorité de gauche. Ce n'est pas le cas, la gauche ne conserve qu'un siège d'avance : 28 contre 26. En dépit d'un total prometteur au 1<sup>er</sup> tour (avec 52.15 % [30.8 % pour le seul PS], le total gauche dépasse significativement le total droite de 47.30 %), les gains espérés ne sont pas concrétisés. Au même moment, dans un scrutin municipal marqué par la stabilité du corps électoral<sup>37</sup>, un découplage très net se produit dans les villes : à Quimper le 18 mars, la gauche perd le chef-lieu du département avec 48 % des voix, mais le même jour, dans la partie quimpéroise des trois cantons qui recouvrent toute la ville, les candidats socialistes sont nettement majoritaires. Inversement à Douarnenez, la gauche enlève la municipalité, mais pas le canton. Et à Landivisiau, si le PS gagne le canton, la commune reste à droite...

Ces résultats de mars 2001 sont lourds de doute pour la présidentielle de 2002. Et le coup de tonnerre n'épargnera pas le Finistère qui manifeste les mêmes symptômes de désarroi politique que le reste du pays. En n'obtenant que 18.55 % des suffrages exprimés (16.18 % en moyenne nationale), Lionel Jospin perd 7.59 % et 45 000 voix en sept années. La perte est considérable, ramenant ainsi le PS à son plus faible niveau depuis 1958. Il est même en deçà de l'humiliante contre-performance européenne de Michel Rocard en 1994, présentée alors par les socialistes eux-mêmes comme l'étiage de leur parti. La consultation de 2002 est donc très éloignée des scores traditionnels dans le département. Toutefois les lois générales de l'évolution de l'électorat socialiste observées depuis vingt ans sont vérifiées : poids des zones urbaines (Jospin arrive en tête à Brest, à Morlaix, et même à Quimper, un an à peine après la victoire d'un maire RPR), son électorat est le mieux réparti sur le territoire finistérien et l'installe loin devant les autres candidats de gauche. Aussi, bien qu'affaibli, Lionel Jospin arrive en tête dans la moitié des cantons du département. Cela permet aux candidats socialistes aux législatives de Juin de réussir un net redressement. Dans les sept circonscriptions où ils sont présents (dans la 1<sup>ère</sup> circonscription de Quimper, le PS soutient un Vert) ils totalisent 35.12 % en moyenne. Et pour la première fois en Bretagne, le PS du Finistère fait mieux que celui des Côtes d'Armor. Le 16 juin, trois des leurs rejoignent l'Assemblée nationale : Patricia Adam à Brest, Marylise Lebranchu à Morlaix et Gilbert Le Bris à Concarneau/Quimperlé.

En 2004, un cycle historique se termine. Du point de vue militant, la fédération a changé de direction après le départ de François Cuillandre lors du congrès de Quimperlé en 2000. Les effectifs recommencent à croître passant en quatre ans de 1 590 à 1 757. Au plan électoral, avec l'écrasante victoire de la liste conduite par Jean-Yves Le Drian qui a rassemblé 58,66 % des suffrages exprimés, le conseil régional de Bretagne est dirigé par la gauche. Dans le Finistère, sa liste passe de 40.24 % au premier tour à 50.15 % au second, et aux cantonales, la majorité jugée menacée avant la consultation sort renforcée au point de ne pas craindre le futur renouvellement de 2007 (35 élus sur 54). Enfin, deux mois plus tard, lors du scrutin européen de juin, les électeurs confirment leur

---

<sup>37</sup> En 1995 sur les 26 communes de plus de 3 500 habitants qui avaient changé, 17 étaient passées de la droite à la gauche. En 2001, seulement 12 communes (parmi 49 communes de 3 500 habitants) ont basculé : 5 passant de la droite à la gauche (Douarnenez, Quimperlé, Gouesnou, Briec, Carhaix), la gauche perdant Quimper, Plougastel-Daoulas, Plouzané, Pont l'Abbé, Moélan-sur-Mer, Riec-sur-Belon, Locmaria-Plouzané.

choix de mars en accordant 36.14 % à la liste conduite par Bernard Poignant, député européen sortant<sup>38</sup>.

Dans une région réputée conservatrice, l'existence dans le Finistère d'ancrages de contestation sociale et d'un attachement ancien à la tradition républicaine, a offert aux socialistes les bases d'une conquête qui a fini par concerner l'ensemble du département dans le dernier tiers du XX<sup>ème</sup> siècle. Leur fidélité aux idéaux de progrès qui leur ont permis de rassembler autour d'eux une majorité d'électeurs est désormais le gage de la permanence et de la solidité de leur présence et de leur action dans les difficultés nombreuses et les bonheurs rares de la vie politique. Le ressourcement permanent, le refus de la pesanteur des évidences et le devoir d'imagination leur offrent la possibilité de conserver chez le citoyen une confiance qui préserve la part du rêve et de l'espérance.

---

<sup>38</sup> Au sein de la circonscription Ouest, la liste obtient 30.92 % lui permettant de faire élire 5 députés parmi les 10 sièges à pourvoir.